

505 LH 262/3

6111-5

(1939)

Simplifications susceptibles d'être apportées
dans les Services des Titres
pendant la guerre

CD 7.11.39 18 VII

QUESTION VII - Simplifications susceptibles d'être
apportées dans les Services des Titres pendant
la guerre.

P.V. COURT

Le Comité approuve les propositions qui lui sont soumises.

STENO p. 18

M. LE PRESIDENT - Vous avez ^{lu} la note qui vous a été distribuée.

M. GOY - Les simplifications proposées me paraissent tout à fait justifiées. Je n'ai qu'une ou deux observations à présenter. Dans la première partie : "Simplifications susceptibles d'être décidées sans intervention législative", on propose de supprimer l'envoi des avis d'amortissement aux titulaires de certificats nominatifs. Je suis tout à fait d'accord; d'ailleurs, on l'avait déjà fait en 1914. Mais j'appelle votre attention sur le point suivant : il ne faudrait pas que cette suppression d'envoi des avis d'amortissement empêche de porter la mention des titres amortis sur les certificats nominatifs. Lorsqu'on présente, à l'échéance, un certificat nominatif pour toucher les intérêts, si certains des titres portés sur ce certificat sont amortis, on l'estampille en conséquence : il ne faudrait pas supprimer cet estampillage.

M. GRIMPRET - Si l'on supprime l'avis d'amortissement, le propriétaire du certificat ne sera pas prévenu.

M. GOY - Il le sera précisément par l'estampillage porté sur son certificat.

M. GRIMPRET - Mais il sera prévenu trop tard, car il se peut qu'il ne présente pas en temps utile son titre à l'estampillage.

Ce sera
M. GOY. - ~~C'est~~ alors de sa faute.

M. GRIMPRET. - Si tant est ~~qu'il y ait une faute~~ que ce soit là une faute.

M. GOY. - Au surplus, l'envoi d'avis d'amortissement aux titulaires de certificats nominatifs est une formalité qui constituait, de la part des Compagnies, un geste purement gracieux qu'en droit elles n'étaient nullement tenues de faire.

C'est aux propriétaires de certificats nominatifs qu'il incombe de vérifier sur les listes de tirage si leurs titres ont été amortis.

Les Compagnies avaient d'ailleurs, ainsi que je viens de vous le dire, suspendu l'envoi de ces avis d'amortissement pendant la guerre 1914-1918, et je trouve tout à fait normal qu'on le suspende à nouveau maintenant. Le personnel est réduit et il convient d'alléger sa tâche.

Mais j'insiste seulement, car il n'y est pas fait allusion dans la note, pour qu'on continue à mentionner sur les certificats ^{lorsqu'ils sont} présentés aux échéances pour le paiement des intérêts les amortissements qui ont pu se produire.

M. LE PRÉSIDENT. - Nous prenons note de votre observation.

M. ARON. - En fait, la suppression de l'avis apportera-t-elle un retard sensible pour le remboursement des titres amortis ?

M. GOY. - Non.

M. GRIMPRET. - Généralement, le remboursement des titres amortis s'effectue à l'échéance qui suit le tirage.

M. GOY. - Il sera fait très peu de jours après. L'essentiel est que le propriétaire du certificat soit avisé que certains titres portés sur ce certificat ont été amortis.

M. LE DESNÈRES. - Le délai de remboursement pourra atteindre

dre 8 ou 15 jours ~~xx~~ pour la province.

M. GRIMPRET.- La mesure envisagée ne s'applique pas, je pense, aux titres que leurs propriétaires ont laissés en dépôt dans les Compagnies, car il y en a, je crois, beaucoup.

M. MARLIO.- Ce sont les titres eux-mêmes qui se trouvent en dépôt et non les certificats nominatifs.

M. GOY.- Vous avez des certificats nominatifs de 100 obligations par exemple. Il faut que la Compagnie puisse délivrer ces 100 obligations au porteur du certificat lorsque celui-ci demande la ~~xxxxxxxx~~ conversion au porteur. Ces 100 obligations existent dans les coffres de la Compagnie. Lorsque la conversion au porteur est demandée, on peut, en 48 heures, remettre ces titres.

M. GRIMPRET.- Je croyais qu'on pouvait laisser des titres en dépôt dans les Compagnies.

M. LE BESNERAIS.- Cela se pratiquait au Nord.

M. GOY.- Parce que la Compagnie du Nord n'utilisait pas les Etablissements de Crédit comme intermédiaire pour le paiement de ses coupons. Elle les payait elle-même. C'était, pour elle, un moyen de faciliter à ses porteurs d'obligations le paiement de leurs intérêts; mais les autres Compagnies, comme le P.L.M., le Midi, etc....., dont les coupons étaient payés par tous les Etablissements de Crédit, n'avaient pas intérêt à conserver des titres en dépôt.

M. LE BESNERAIS.- La Compagnie du Nord acceptait en dépôt non seulement des titres au porteur, mais également des certificats nominatifs.

~~XX~~

M. GOY. - En tout cas, là n'est pas la question. Je demande simplement qu'on continue à porter sur les certificats nominatifs la mention des titres amortis.

M. MARLIO. - On est obligé de le faire.

M. GOY. - Non. Pendant la guerre de 1914, on ne l'a pas fait à la demande du Gouvernement qui désirait, d'une part, simplifier les formalités et, d'autre part, éviter, dans la mesure du possible, les remboursements des titres amortis. On ne remboursait ainsi que les porteurs qui se ~~xx~~ préoccupaient de vérifier eux-mêmes sur les listes de tirage si leurs titres étaient amortis; les autres n'ont été remboursés qu'après la guerre.

M. GRIMPRET. - On continuait alors à payer les intérêts des titres amortis ?

M. GOY. - Oui. C'était d'accord avec le Ministère des Finances.

M. LE PRÉSIDENT. - Cela aboutissait, en fait, à suspendre l'amortissement ?

M. GOY. - Oui.

M. GRIMPRET. - Il est dit que la suppression de l'envoi d'avis d'amortissement économiserait 100.000 fr de dépenses de timbres-poste. Ne pourrait-on réaliser cette économie en n'affranchissant pas ces lettres d'envoi ?

M. LE BÉNEAISE. - Le destinataire ne paierait-il pas alors double taxe ?

M. GRIMPRET..- Non, car il peut y avoir des arrangements avec la poste. On peut envoyer des lettres avec taxe d'affranchissement à la charge du destinataire. Cela se fait couramment dans certaines Administrations.

Cela peut avoir de l'importance pour nous, notamment en matière ~~XXXXXX~~ de permis, car il est tout de même un peu fort ~~XXXXXX~~ d'accorder la gratuité aux gens et de payer encore le timbre pour leur adresser les titres gratuits de circulation.

M. GOY..- Je ne sais pas ce qui se fait maintenant, mais, autrefois, dans les Compagnies, au moins au P.L.M., on n'envoyait les permis par la poste que si le demandeur avait envoyé une enveloppe affranchie avec son adresse. On ne donnait pas suite aux demandes auxquelles n'était pas jointe une enveloppe affranchie.

M. LE PRESIDENT..- Nous pourrions faire de même.

En tout cas, l'observation de M. GRIMPRET est très intéressante, car il y a, en effet, des Administrations qui sont autorisées à expédier des lettres non affranchies, la taxe devant être payée par le destinataire sans majoration.

M. LE DESHERAIS..- Je vais me renseigner sur ce point.

M. GOY..- D'ailleurs, la question ne se pose pas ici, puisqu'on propose de supprimer tout envoi d'avis d'amortissement.

M. GRIMPRET..- On aurait pu réaliser une économie de 100.000 fr, tout en continuant à adresser ces avis.

M. LE PRESIDENT..- Nous sommes d'accord pour supprimer ces avis.

M. GOY..- Il y a un second point sur lequel je voulais

M. LE BESNERAIS.- Oui, ces pièces étaient autrefois exigées à l'occasion de chaque opération. Peut-être cela entraînera-t-il parfois des erreurs au cas, par exemple, où une femme mariée aura perdu dans l'intervalle la libre disposition de ses titres. Mais ce sera toujours très rare.

M. LE PRESIDENT.- Le Comité approuve les conclusions de la note qui lui est soumise.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-:-:-:-

Comité de Direction

-:-:-

Séance du 7 novembre 1939

-:-:-

VII - Simplifications susceptibles d'être
apportées dans les Services des Titres
pendant la guerre.

Services Financiers

COMITE DE DIRECTION
Séance du 7 novembre 1939Simplifications susceptibles d'être apportées
dans les Services des Titres pendant la guerre

Le souci de dégager pendant la période de guerre toutes les économies, notamment de personnel, compatibles avec une exécution suffisante du service a conduit à rechercher les simplifications qui pourraient, sans trop d'inconvénients, être apportées, au moins temporairement, dans les Services des Titres des Compagnies et de la S.N.C.F.

La question a été examinée par les Services Financiers, de concert avec les Compagnies. En conclusion, il est apparu que, si certaines mesures pouvaient être décidées sans intervention du législateur, d'autres, au contraire, - et ce sont celles qui ont le plus de portée pratique - exigeaient, pour leur mise en oeuvre, des modifications aux textes légaux en vigueur.

Simplifications susceptibles d'être décidées sans intervention législative.

Les Services ont envisagé :

1°) de supprimer l'envoi des avis d'amortissement aux titulaires de certificats nominatifs; l'économie à attendre de cette mesure peut être évaluée à 200.000 Fr pour l'ensemble des Services des Titres (suppression de 4 agents

et d'une dépense de 100.000 Fr par an de timbres postes);

2°) d'assouplir certaines règles en matière de contentieux. Dans cet esprit, par exemple, les certificats nominatifs de titres souscrits au nom de femmes mariées, ayant la libre disposition de ces titres, seraient revêtus d'une mention permettant d'éviter par la suite l'ouverture d'un dossier contentieux à l'occasion d'une opération intéressant ces certificats.

Par contre, la fusion des contentieux des titres, que les Réseaux avaient envisagée dès 1932 - plutôt pour aboutir à une unité de doctrine que pour réaliser une économie jugée pratiquement insignifiante - n'a pas été retenue comme mesure réalisable dans les circonstances actuelles, en raison notamment des difficultés de transmission entre les sièges des Compagnies.

Simplifications supposant une modification préalable de la législation en vigueur.

Il s'agit là de simplifications beaucoup plus importantes que les précédentes :

A - Suppression de l'émargement des titres au porteur.

Indépendamment des possibilités de repérage des titres faux qu'il donne, l'émargement a pour but essentiel de permettre à l'émetteur de s'assurer, avant paiement des arrérages, qu'il ne se trouve pas en présence d'un titre amorti ou frappé d'opposition.

Or, d'une part, il est indispensable d'effectuer à ce sujet une vérification minutieuse éliminant tout paiement

fait à tort car, aux termes de l'article 6 de la loi du 1er août 1893, les Sociétés qui "ont continué à payer les intérêts ou dividendes des actions, obligations ou tous autres titres remboursables par suite de tirage au sort, ne peuvent répéter ces sommes lorsque le titre est présenté au remboursement".

D'autre part, la bonne exécution du service ne serait évidemment pas compatible, même si l'intérêt pécuniaire n'était pas directement en jeu, avec un système de paiement des arrérages laissant place systématiquement à des erreurs.

Les Services ont estimé que, dans ces conditions, la suppression de l'émargement des coupons au porteur ne saurait être réalisée que sous les réserves suivantes :

1° - Extension préalable, par voie de décret, à la S.N.C.F. et aux Réseaux, de l'exception dont bénéficie le Trésor Public en ce qui concerne la disposition susrappelée de la loi du 1er août 1893 (ci-joint, en annexe I, projet de décret-loi à cet effet).

2° - Institution d'un Service de vérification des coupons présentés au paiement, au regard des listes des titres amortis ou frappés d'opposition.

L'économie nette annuelle de la mesure proposée se chiffrerait, pour l'ensemble des Services des titres, à environ 1 million de francs (suppression nette de 40 à 50 agents sur un effectif moyen de 80, calculée en unités-temps de guerre).

B - Modification des délais de paiement des impôts surtitres

Comme suite à des études antérieures, les Services sont

d'avis de proposer à nouveau aux Ministères des Finances et des Travaux Publics un projet de décret-loi aux termes duquel les impôts dus par la S.N.C.F. et les Compagnies au titre des actions, obligations ou bons émis ou à émettre ou pris en charge seraient à l'avenir acquittés dans les 20 jours qui suivent chaque échéance de coupons et non plus par acomptes, suivant les conditions de droit commun dans dans les 20 jours qui suivent l'expiration de chaque trimestre civil (ci-joint, en annexe II, projet de décret-loi à cet effet).

L'adoption de cette mesure aurait pour conséquence non seulement de diminuer les difficultés rencontrées par la S.N.C.F. et les Compagnies dans l'établissement des déclarations d'impôts, mais aussi de faciliter leurs propres recherches et celles de l'Administration de l'Enregistrement.

L'équivalent de trois agents pour l'ensemble des Services des Titres se trouverait libéré.

Conclusions

L'ensemble des mesures envisagées permettrait une résorption d'environ 50 à 60 unités de l'effectif des Services de Titres (A.L. compris), lequel est chiffré, pour le temps de guerre, à 860 environ.

Il est proposé au Comité d'approuver :

1° - la réalisation immédiate des simplifications exposées ci-dessus, dans la mesure où la législation

actuelle, le permet;

2° - l'envoi à l'Administration Supérieure du projet
des deux décrets-lois dont le texte est donné en annexe.

Le Directeur des Services Financiers,
BROCHU

PROJET de Décret-loi.

Article 1

Les dispositions de l'article 70 de la loi du 24 Juillet 1867 (article 6 de la loi du 1er août 1893), relatives à la non-répétition des intérêts ou dividendes payés à tort par les Sociétés sur des titres remboursables par suite d'un tirage au sort, ne sont pas applicables aux titres émis ou pris en charge par la Société Nationale des Chemins de fer Français, les Compagnies de Chemins de fer de l'Est, du Midi, du Nord, du P.L.M., du P.O. et le Syndicat de Grande Ceinture.

Article 2

Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, etc

ANNEXE II

PROJET de Décret-loi

Article 1

Les taxes de toute nature auxquelles sont assujettis les actions, obligations et bons émis ou pris en charge par les Compagnies de Chemins de fer de l'Est, du Midi, du Nord, du P.L.M. et du P.O., l'Administration des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine ou la Société Nationale des Chemins de fer français, sont perçues dans les conditions déterminées par l'article 16 de la loi du 7 mars 1912, relative aux obligations à émettre pour les besoins des Chemins de fer de l'Etat.

Article 2

Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, etc